Newsletter du KOFF N° 134, février 2015

Droits de l'homme : leurs défenseurs en danger

swisspeace
Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

Éditorial

Partout dans le monde, les défenseurs des droits de l'homme (DDH) acceptent de prendre des risques considérables dans leur activité d'encouragement et de protection des droits civils et politiques. L'intimidation, les listes noires, les emprisonnements ou encore la criminalisation de leurs activités ne sont que quelques exemples des dangers auxquels ils s'exposent au quotidien. Comment assurer au mieux leur protection ? Quel est le rôle joué par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux suisses ? Quels sont les mécanismes de protection mis en place à l'échelle de la politique internationale ?

Cette première édition de l'année 2015 offre un aperçu de la situation actuelle et des défis quotidiens auxquels sont confrontés les DDH dans de nombreuses régions du monde comme au Guatemala, en République Démocratique du Congo ou encore en Afghanistan. Elle nous présente divers projets menés par des acteurs étatiques et non étatiques suisses ainsi que les différents instruments politiques mis à disposition pour répondre au problème.

Marie Seidel
Rédactrice

Table des matières

POINT FORT

- Placer les droits de l'homme au centre des débats – le défi du XXIe siècle 3

DOSSIER

- Le KOFF s'engage en faveur d'une marge de manœuvre accrue 4
- Des défenseuses des droits des femmes se mobilisent pour la paix 5
- L'engagement de la DDC en faveur des défenseurs des droits de l'homme 6
- Entreprises et droits de l'homme – l'engagement de la Suisse 6
- Quand l'État n'est pas à même de protéger sa population civile 7
- Défendre les droits de l'homme par le biais de l'information 8
- Un véhicule pour les droits de l'homme 8
- Les défenseurs de la paix sont aussi des défenseurs des droits de l'homme 9

ACTUALITÉ

- artasfoundation – l'art comme moyen de promouvoir la paix 9
- MAS in Peace & Conflict Transformation 10
- Organisations internationales partenaires 10

PUBLICATIONS

- Les 10 ans des Orientations de l'UE concernant les défenseurs des droits de l'homme 11
- Modèle pour une médiation sensible au conflit 11

SUR LE WEB

- Objectifs du Millénaire pour le développement – l'après-2015 12

CALENDRIER

- Événements 12

Éditeur :
Centre pour la promotion de la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
CH - 3000 Berne 7
Tél : +41 (0)31 330 12 12
www.koff.ch

KOFF
Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Placer les droits de l'homme au centre des débats – le défi du XXIe siècle

La Plateforme internationale contre l'impunité au Guatemala est une plateforme de lobbying fondée par des organisations non gouvernementales (ONG) européennes. Elle se mobilise sur place pour protéger les défenseurs des droits de l'homme (DDH). Sa responsable, Anabella Sibrián, décrit la situation des DDH dans le pays et sa collaboration avec la communauté internationale.

Plateforme internationale contre l'impunité au Guatemala
Anabella Sibrián

Liens

Peace Brigades International Suisse

Peace Watch Switzerland

Unité pour la protection des DDH au Guatemala (Udefegua)

Défendre les droits de l'homme au Guatemala n'est pas dénué de risques. En 2013, 657 rapports confirmés font état d'attaques sur des hommes et des femmes engagés dans ce domaine, soit une augmentation de 46 % par rapport à l'année précédente. La tendance s'est maintenue en 2014 avec plus de 800 attaques recensées. Les personnes le plus souvent visées en 2014 sont celles qui défendent le droit à un environnement sain ainsi que les droits des paysans et de la population indigène.

Une analyse complète des schémas d'attaques a permis aux DDH d'identifier la criminalisation de leurs activités comme un des moyens les plus fréquemment utilisés pour limiter leur droit à défendre les droits de l'homme. À cause de cette criminalisation, qui s'accompagne d'une stigmatisation dans l'opinion publique, ils sont la cible d'attaques fréquentes. Ces réflexions ont amené les DDH à fonder l'Alliance contre la criminalisation (AFC) afin de garantir un suivi systématique de la rencontre annuelle entre DDH et missions diplomatiques. L'encouragement d'une telle initiative entre représentants nationaux et internationaux n'est pas une première mais c'est la première fois qu'elle est menée sous la conduite d'acteurs de communautés rurales et de groupes de LGBTI.

Dans un premier temps, l'AFC a pris contact avec l'ambassade de l'Union européenne (UE) et le Grupo Filtro, un mécanisme d'observation de la situation des DDH au Guatemala composé d'ambassades de pays européens. Avec le soutien de ces deux instances, quatre séances ont eu lieu en 2014, en présence des ambassades de l'UE, de la Suisse et de la Norvège ainsi que du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de DDH de régions reculées du pays.

Les défenseurs des droits de l'homme y ont présenté des données statistiques, des témoignages, des documents et une analyse détaillée de leurs expériences lors de divers processus de dialogue menés avec les autorités. Tous ces éléments leur ont servi à montrer la pression grandissante qu'eux-mêmes et leurs communautés subissaient, une pression visant à briser la résistance aux grands projets menaçant les fondements de leur existence. Les DDH ont fait savoir que l'État guatémaltèque, loin d'entendre leurs avertissements, favorisait les investissements risqués, portait des accusations contre eux et les traduisait en justice. Les DDH sont victimes d'arrestations illégales et arbitraires et discrédités publiquement comme des opposants au développement manipulés par l'étranger. Cette réalité accroît le danger d'attaques psychologiques et physiques restant le plus souvent impunies. La question est donc de savoir comment, dans ces conditions, améliorer la protection des défenseurs des droits de l'homme.

À cette fin, le gouvernement guatémaltèque a fondé en 2007 l'instance d'analyse des attaques commises contre les DDH regroupant des représentants du Ministère public, de la Commission présidentielle des droits de l'homme, d'organisations nationales et internationales de la société civile et, à titre d'observateur, du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Cette instance a ouvert un espace de discussion primordial et apporté une précieuse contribution à l'analyse et à l'examen des divers schémas d'attaques ayant ciblé les DDH entre 2008 et 2012. Mais l'instance n'a ensuite plus rempli sa fonction majeure, perdant ainsi toute possibilité d'apporter des changements. Les organisations de la société civile qui avaient encouragé sa création et y avaient participé dès le début lui ont retiré leur confiance et l'ont quittée au début 2013. Mais sur la scène internationale, l'État guatémaltèque continue de présenter cette structure

comme une preuve de sa volonté politique de protéger les DDH même si ces derniers ont fait savoir jusqu'à la Commission interaméricaine des droits de l'homme à quel point l'autorité s'était éloignée de sa finalité première.

Dans ces conditions fragiles et face à la faiblesse des institutions locales chargées de protéger les DDH, la présence de la communauté internationale dans une fonction d'accompagnement et d'observation devient indispensable. « Nous voulons que les ambassadeurs sachent ce qui se passe dans nos communautés pour qu'ils comprennent que les atteintes aux droits de l'homme auxquelles nous somme exposés sont la cause des conflits, nous voulons qu'ils nous écoutent ». Telle est l'exigence concrète que les DDH œuvrant au Guatemala ont adressée à la fin du mois de février 2014 à la Plateforme contre l'impunité au Guatemala. Ils ont été accompagnés par deux ONG internationales menant des programmes d'accompagnement pour les DDH dans le pays. Aux missions diplomatiques, ils ont demandé un soutien public et la mise en œuvre effective des Orientations concernant les DDH. L'UE, la Norvège et la Suisse ont conçu ces orientations pour une application l'échelle mondiale, le but étant de mettre à disposition un cadre d'action fondé sur le droit international et les conventions y afférentes. Cette année, outre leurs activités au sein du Grupo Filtro, plusieurs ambassades ont rendu visite aux DDH dans leurs communautés villageoises, observé le déroulement de divers procès et apporté un soutien financier dans les situations difficiles.

Selon une militante pour les droits de l'homme, aborder lors du dialogue avec les ambassades le problème de la criminalisation des personnes défendant leurs terres contre les dommages à l'environnement constitue déjà une victoire en soi. L'ambassadrice de l'Union européenne a de plus expliqué que l'UE s'était engagée « à mettre les droits de l'homme au centre de ses relations avec d'autres pays et de les promouvoir sans exception dans tous les secteurs de la politique extérieure, y compris dans le commerce, les investissements, la technologie, l'Internet, l'environnement, la responsabilité des entreprises et la politique de développement ».

Placer les droits de l'homme au cœur des relations internationales, y compris au centre du commerce et des investissements : tel est un des principaux défis lancé à la communauté internationale au XXIe siècle. Si elle le relève, la criminalisation des défenseurs des droits de l'homme cessera.

DOSSIER

Le KOFF s'engage en faveur d'une marge de manœuvre accrue

KOFF
Anna Leissing

Liens

Implementation of the Swiss Guidelines on the Protection of Human Rights Defenders. KOFF Essential

Une politique de paix active suppose et crée simultanément une certaine marge de manœuvre pour les acteurs de la société civile. Les changements sociaux et politiques aidant à l'établissement d'une société juste et pacifique sont uniquement possibles si les diverses attentes peuvent être exprimées et négociées lors de processus inclusifs. Pourtant, dans le monde entier, cette marge de manœuvre est de plus en plus réduite. Un phénomène qui se répercute directement sur les défenseurs des droits de l'homme (DDH), qui, dans leurs activités, font valoir leurs préoccupations et celles des autres. Ils sont victimes de menaces, de diffamation, d'arrestations et de condamnations arbitraires, de torture et d'homicides ciblés.

Challenges for Human Rights Defenders: Reflections from Nepal. KOFF Critical reflection

Lignes directrices de la Suisse concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme

Contribuer à la protection des DDH et obtenir une marge de manœuvre pour l'action de la société civile incombent aussi à la promotion de la paix. C'est dans cette logique qu'en juin 2014 le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) a organisé une conférence où des DDH, des représentants de l'administration suisse et d'organisations de la société civile ont discuté de la situation de ces défenseurs au Guatemala, au Honduras, en Russie, en Serbie et au Sri Lanka. Les participants ont formulé des recommandations spécifiques au contexte sur la mise en œuvre des lignes directrices de la Suisse concernant la protection des DDH. Deux tables rondes du KOFF ont permis un échange semblable sur la situation des DDH au Népal et en Colombie. Ces rencontres ont mis en évidence la nécessité de garantir l'échange et la coopération entre tous les acteurs concernés ainsi qu'un espace sûr pour le partage d'analyses afin d'améliorer la protection des DDH.

Des défenseuses des droits des femmes se mobilisent pour la paix

KOFF
Annemarie Sancar

Liens

KOFF Gender & Peacebuilding

3e forum de l'International Civil Society Action Network (ICAN)

Résolution du forum ICAN 2014

Lors du forum de l'International Civil Society Action Network (ICAN) tenu en novembre 2014 en Turquie et cofinancé par la Direction Sécurité humaine du DFAE, 60 représentantes d'organisations pour les droits des femmes et de groupements locaux de la société civile issues de 13 pays d'Afrique du Nord, d'Asie et du Proche-Orient ont débattu de l'impact du militarisme et de l'extrémisme sur la société civile, avant tout sur les femmes et les enfants. Le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) était présent à cet échange.

La diversité de parcours et d'expériences chez les participantes a permis de disposer d'une large palette de perspectives. À la suite d'un débat ouvert, elles ont adopté une résolution contre la politique internationale des bombes et des drones – une politique favorisant l'industrie de l'armement qui échoue néanmoins lorsque l'enjeu est le droit à l'éducation et le droit des femmes de participer aux processus sociaux.

Cet engagement contre une culture de la violence est un délicat exercice d'équilibre. Grâce à la mise en réseau et à la solidarité, les militantes pour les droits des femmes ont pu, via leurs déclarations, parvenir à la connaissance du public. Elles ont cependant ainsi pris le risque de dépasser les limites de la liberté d'action leur étant généralement accordée.

Pour les organisations non gouvernementales suisses, les organisations locales œuvrant pour les droits des femmes sont des partenaires fiables apportant une aide nécessaire sur place. Elles connaissent les stratégies quotidiennes des femmes, sont bien ancrées à l'échelle locale et font preuve de détermination. En échange, des plateformes comme l'ICAN ou le KOFF permettent l'établissement de réseaux et l'échange d'expériences, offrant ainsi à ces organisations locales l'accès à des ressources importantes en matière de promotion de la paix.

L'engagement de la DDC en faveur des défenseurs des droits de l'homme

DDC
Simone Troller

Liens

Lignes directrices de la Suisse concernant les défenseurs des droits de l'homme

Peace Watch Switzerland au Honduras

Peace Brigades International au Honduras

Commission afghane indépendante des droits de l'homme

Projet Tawanmandi

EU+, stratégie locale en faveur des défenseurs des droits de l'homme en Afghanistan 2014

Les défenseurs des droits de l'homme œuvrent en faveur des droits des individus et des groupes, contribuant ainsi de manière essentielle au renforcement de l'État de droit. Une réalité également prise en compte par les Lignes directrices de la Suisse concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme. La Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) participe par la réalisation de projets concrets à la mise en œuvre de ces lignes directrices dans ses pays partenaires, comme au Honduras ou en Afghanistan.

Au Honduras, la DDC soutient depuis 2013 le processus d'accompagnement de défenseurs des droits de l'homme mis en place par Peace Watch Switzerland et Peace Brigades International. Dans ce pays, qui connaît le taux d'homicide le plus élevé au monde, cette contribution s'inscrit dans une stratégie considérant la prévention de la violence et le renforcement des droits de l'homme et de l'État de droit comme un objectif à part entière et comme une précondition pour la réduction de la pauvreté. L'accompagnement physique d'avocats spécialisés dans la défense des droits de l'homme et de représentants de groupes particulièrement exposés s'effectue directement ou en partenariat avec des institutions locales. En outre, la DDC participe à la réforme du système de sécurité ainsi qu'à l'établissement d'un bureau national du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies.

En Afghanistan, la DDC s'engage depuis plus d'une décennie en faveur des droits de l'homme. La Suisse a pris part à l'élaboration d'une stratégie locale des pays donateurs en vue de protéger les défenseurs des droits de l'homme et s'est jointe à la mise en œuvre de cette dernière au côté de l'Union européenne, du Canada et de la Norvège. Cet engagement s'inscrit dans une stratégie plus large, incluant notamment un soutien à la Commission afghane indépendante des droits de l'homme et au Ministère de la justice, ainsi que le renforcement de la société civile dans le domaine des droits de l'homme par le biais du projet Tawanmandi. Ce dernier vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile et leur influence sur la politique et les institutions du pays.

Entreprises et droits de l'homme – l'engagement de la Suisse

Division sécurité humaine du DFAE
Daniel Ruz
stagiaire - section politique des droits de l'homme

Plusieurs organisations, ainsi que le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, ont récemment attiré l'attention sur les problèmes rencontrés par les défenseurs des droits de l'homme qui travaillent sur la question des entreprises et des droits de l'homme. Les conditions sont en effet difficiles pour ceux qui dénoncent les projets de l'industrie extractive ou les méga-projets énergétiques violant les droits des populations locales.

Selon les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP), l'État se doit de respecter, de protéger et de mettre en œuvre les droits de l'homme et les entreprises sont tenues de les respecter. Les UNGP insistent également sur la nécessité de voies de recours appropriées et efficaces en cas de violation des droits de l'homme.

Liens

Engagement de la Suisse en matière de politique des droits de l'homme – Défenseurs des droits de l'homme

Pages 28/29 de l'orientation du groupe de travail de l'ONU concernant les plans d'action nationaux

Malgré cela, nombre de défenseurs des droits de l'homme de par le monde sont victimes de répression, de menaces ou de criminalisation lorsqu'ils s'opposent aux effets de projets extractifs ou énergétiques. En effet, bien que le devoir des États soit de protéger les défenseurs des droits de l'homme, on trouve dans un trop grand nombre de pays des lois ou des actions étatiques qui entravent leurs activités. Il s'agit par exemple de restrictions aux libertés d'expression et de réunion, de détentions arbitraires ou de harcèlement de la part des forces de l'ordre.

À travers leurs activités et leur engagement, les défenseurs des droits de l'homme jouent un rôle essentiel dans la protection et la promotion des droits de l'homme ainsi que dans la consolidation de l'État de droit. Leur protection constitue donc une priorité pour le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). En 2013, la Suisse a publié ses Lignes directrices concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme, qui offrent aux représentations suisses à l'étranger un guide de bonnes pratiques et de modes d'actions pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. Par ailleurs, la Suisse travaille à l'élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre des UNGP, qui lui permettra d'établir les mesures à prendre et de définir ses attentes envers les entreprises suisses actives à l'étranger en matière d'économie et de droits de l'homme et donc de contribuer à améliorer la situation des défenseurs des droits de l'homme.

Quand l'État n'est pas à même de protéger sa population civile

Caritas Suisse
Ira Amin
Responsable du programme Colombie

Lien

L'engagement de Caritas Suisse en faveur des droits de l'homme

Caritas Suisse s'engage en faveur de la protection des défenseurs des droits de l'homme (DDH) en Colombie. Mis en œuvre jusqu'en 2014, son programme a permis à des DDH exposés à des risques majeurs de quitter les zones dangereuses et de poursuivre leurs activités à distance, jusqu'au retour au calme. Il incluait le regroupement familial, l'accès à la formation et à la santé ainsi que des mesures d'accompagnement psychosociales et de formation continue.

Ce programme a vu le jour à un moment où les DDH occupant des postes décisionnels étaient systématiquement assassinés en Colombie. Des organisations humanitaires comme le Comité international de la Croix-Rouge, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'ambassade de Suède ont cherché à mettre en place des mesures de protection efficaces, l'État ne pouvant les garantir. Caritas Suisse a trouvé un partenaire précieux en l'Église colombienne. Les associations religieuses locales sont en effet des acteurs crédibles dans leur engagement en faveur du respect des droits humains, de la promotion de la paix et de la protection des DDH. De plus, elles jouissent d'une grande popularité au sein de la population et sont présentes et actives en zone rurale, où se trouvent les groupes illégaux armés et donc où le danger est accru.

La protection des DDH reste d'actualité malgré la reprise des négociations de paix depuis 2012. Comme le gouvernement colombien mène des négociations avec le groupe de guérilla FARC-EP en absence d'un cessez-le-feu, les DDH ont pour mission cruciale de mettre au jour les violations des droits de l'homme et de contribuer ainsi à une paix durable en Colombie.

Défendre les droits de l'homme par le biais de l'information

Fondation Hirondelle
Denis Faroud

Liens

Fondation Hirondelle

Caddy Adzuba

La République Démocratique du Congo est un pays en guerre. Certes, les conflits sont circonscrits près des frontières avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie dans l'Est du pays. Mais un pays qui dénombre des assassinats et des viols, utilisés comme arme de guerre au quotidien, et compte ses journalistes morts, dont un tout récemment, est un pays en guerre. Ce n'est pas un hasard si le plus grand bataillon des Nations Unies (ONU) est installé depuis quinze ans dans le pays, aux côtés de l'armée régulière. Malgré ce déploiement de près de 25000 hommes, dont une majorité de casques bleus, les résultats restent en dents de scie, comme l'évoquait le mois dernier Ban Ki Moon, secrétaire général de l'ONU. Ils sont nombreux sur place à tenter de limiter l'impact de cette guerre sur les populations (agences onusiennes, organisations non gouvernementales, coopérations occidentales, associations de journalistes, etc.) parfois au péril de leur vie pour ceux qui sont engagés sur le terrain.

La Fondation Hirondelle utilise son savoir-faire journalistique depuis 13 ans avec Radio Okapi, dont deux reporters ont déjà été assassinés. Elle procède aussi aux rapatriements des journalistes menacés dans l'exercice de leur travail comme Caddy Adzuba, menacée d'une balle dans la tête en 2009 et récompensée récemment par le Prix espagnol « Prince des Asturies » pour son combat contre les femmes violées dans le Sud Kivu. La Fondation travaille d'ailleurs actuellement sur la faisabilité d'un baromètre de l'impunité des crimes sexuels. Ainsi, elle s'engage pour la défense des droits de l'homme par le biais de l'information mais aussi pour la protection de ceux qui les défendent. Et ils sont plus nombreux qu'on ne le pense. À Kinshasa, les attentats parisiens du 7 janvier ont provoqué un rassemblement qui a surpris.

Un véhicule pour les droits de l'homme

miva Suisse
Gabriella Wiss
Directrice

Liens

miva

Description du projet en RDC

Durant la guerre, de graves crimes ont été perpétrés contre la population civile dans l'archidiocèse de Bukavu, situé dans la province du Sud Kivu en République démocratique du Congo. La paix sociale a été durablement perturbée, les traumatismes de la guerre et la violence domestique sont omniprésents et, dans les régions rurales, les droits de propriété et le vol des terres donnent lieu à d'innombrables désaccords.

Fondée en 1988, la commission Justice et Paix de l'archidiocèse de Bukavu (CDJP) agit dans ce contexte difficile de violations des droits de l'homme. Elle s'engage en faveur de la paix, de la justice et de la défense des droits de l'homme dans le domaine de la santé et sur les plans social et juridique et s'est donné pour tâche de sensibiliser la population aux droits de l'homme et de soutenir sa lutte contre les injustices rencontrées au quotidien. La CDJP informe les citoyens sur leurs droits et leurs devoirs et les aide à exiger et à défendre leurs droits et leur liberté. Les consultations et le soutien médical des victimes de torture et de viol sont un autre volet des activités de la CDJP.

Comme l'organisation opère dans les 37 paroisses de l'archidiocèse de Bukavu, la mobilité est cruciale. miva Suisse a donc organisé une collecte de fonds pour équiper la CDJP d'un nouveau véhicule. Fortement mis à contribution, l'ancien n'était plus en état de marche.

Les défenseurs de la paix sont aussi des défenseurs des droits de l'homme

APRED
Christophe Barbey

Lien

APRED

La création, la protection et la promotion des droits fondamentaux sont l'œuvre de nombreux acteurs. Les défenseurs des droits de l'homme n'en sont pas les moindres. S'ils ne revendiquent pas toujours le titre de défenseur, ils font au moins prendre conscience de la nécessité de ces droits et de leur protection. Que l'on pense aux victimes de Bhopal pour le droit à un environnement sain, à celles du Rana Plaza pour les droits des travailleurs, aux défenseurs du revenu de base inconditionnel pour le droit au minimum vital et à tous les travailleurs sociaux pour le droit à la dignité : c'est parce que ces personnes font vivre et défendent ces droits que ces derniers sont reconnus, légalisés et protégés. Dans ce contexte, le droit humain à la paix apporte de nouveaux éléments. Droit individuel à la paix et à la sécurité, il ne concerne pas que l'État et les relations internationales, mais toutes les relations qui se nouent tout au long de la vie à tous les niveaux de la société. Il ajoute une dimension fonctionnelle – la paix – à la gestion des droits et des conflits, qui peut et doit se faire pacifiquement. Le droit humain à la paix apporte donc non seulement plus de protection aux défenseurs des droits de l'homme et de la paix, il leur fournit aussi de nouveaux outils et de meilleures conditions pour faire valoir et faire progresser les droits qu'ils soutiennent, nos droits à toutes et à tous.

ACTUALITÉ

artasfoundation – l'art comme moyen de promouvoir la paix

artasfoundation
Dagmar Reichert
Marcel Bleuler

Lien

artasfoundation

artasfoundation, la Fondation suisse pour l'art en zones de conflit, est récemment devenue membre du Centre pour la promotion de la paix (KOFF). Indépendante, apolitique et d'utilité publique, cette organisation siège à Zurich. Fondée en 2011, elle s'efforce de contribuer à la promotion de la paix par le biais des arts. Ses activités suivent trois orientations.

En premier lieu, la fondation initie des projets artistiques lors de la phase de reconstruction faisant suite aux conflits armés. Depuis sa création, artasfoundation a par exemple réalisé plusieurs projets cinématographiques, chorégraphiques, musicaux, artistiques et théâtraux dans le Caucase du Sud, en particulier en Géorgie et dans ses provinces séparatistes, et est également sur le point d'élargir ses activités à l'Asie du Sud-Est. Elle tente ainsi d'ouvrir des horizons par le biais de l'art et de participer au développement d'une sphère publique en misant tout particulièrement sur l'échange personnel et la rencontre, notamment avec des artistes suisses.

En outre, artasfoundation explore les modalités d'un possible soutien de l'art au processus de médiation et de négociations. Grâce à des formes et des contenus de communication propres, elle vise à élargir la palette des instruments à la disposition des médiateurs. À cette fin, la fondation coopère notamment avec le Centre pour le dialogue humanitaire de Genève.

Ces deux domaines se reflètent théoriquement dans un troisième qui les relie. De l'adhésion au KOFF, artasfoundation attend un renforcement de cette mise en réseau et la possibilité d'une collaboration accrue avec d'autres organisations.

Elle entend compléter des initiatives de promotion de la paix existantes par des modes d'accès et d'activité artistiques et étendre ses propres projets au moyen d'initiatives complémentaires.

Les activités d'artasfoundation sont financées par les dons de nombreux citoyens et des contributions fédérales à ses projets. Fondation opérationnelle, elle n'accepte pas les requêtes de soutien. Issues de régions diverses, des personnalités des arts et de la diplomatie siègent au sein du conseil de fondation et du conseil consultatif.

MAS in Peace & Conflict Transformation

swisspeace
Franziska Sigrist

Lien

MAS in Peace & Conflict Transformation

Le programme de formation post-diplôme « Master of Advanced Studies (MAS) in Peace & Conflict Transformation », organisé par swisspeace et l'université de Bâle, propose une approche globale de la promotion civile de la paix, qui consiste à transformer les conflits violents par des moyens pacifiques, à favoriser la paix, à reconstruire les sociétés touchées par la guerre et à empêcher les violences de refaire surface. En s'appuyant sur les dernières découvertes universitaires et connaissances tirées de la pratique en matière de promotion de la paix, ce MAS permet aux participants de porter un regard critique sur la paix et la manière de la promouvoir. Parmi les sujets traités, on compte : la fragilité, les conflits et le renforcement de l'État ; l'égalité des sexes et la promotion de la paix ; le traitement du passé ; l'économie, le conflit et la paix ; la prévention des conflits et l'alerte précoce ; le dialogue national et la médiation de la paix ; les méthodologies de promotion de la paix et les cas actuels de conflit. Grâce à la modularité de ce programme, qui permet de combiner des cours indépendants les uns des autres, les participants disposent de une à cinq années pour passer les modules à leur rythme et se spécialiser dans les domaines de leur choix.

Organisations internationales partenaires

Nouvelles émanant de la promotion internationale de la paix et de nos organisations partenaires

Berghof Foundation

CDA Collaborative Learning Projects

Conciliation Resources

EIP

EPLO

forumZFD

Projets d'apprentissage collaboratif du CDA

Le CDA animera une formation intitulée « Practical Tools for Promoting Positive Change in Complex Contexts » à Barcelone, en collaboration avec le Barcelona International Peace Resource Center (BIPRC). Ce cours d'introduction de quatre jours, prévu du 15 au 18 juin 2015, se penchera sur les outils pratiques et les enseignements tirés de deux programmes d'apprentissage collaboratif du CDA, Do No Harm (DNH) et Reflecting on Peace Practice (RPP). DNH, mis au point par le CDA, a pour but de garantir l'approche sensible au conflit dans toutes les interventions internationales, tandis que RPP aide les décideurs politiques et les professionnels à prendre des mesures efficaces et à mettre en œuvre une réflexion stratégique à toutes les étapes d'un programme pour la paix. Cette formation, destinée à tous, s'attache à présenter la complémentarité des outils et processus d'analyse et leur mise en application. Elle offre aussi l'occasion de mettre en pratique la théorie, et s'avère particulièrement utile à ceux dont le travail est en rapport avec la promotion de la paix et la sensibilité aux conflits, mais aussi aux professionnels à l'emploi du temps chargé souhaitant avoir à la fois une première approche du RPP et du DNH.

FriEnt

Geneva Peacebuilding Platform

GIZ

GPPAC Foundation

International Alert

Plattform Zivile Konfliktbearbeitung

100e édition du « FriEnt-Impulse »

Dans l'article vedette de sa dernière édition, le groupe allemand FriEnt donne la parole à l'Institut allemand pour la politique de développement (DIE). Ce dernier propose de tirer les leçons des événements marquants de l'année 2014 avant de poser les principaux défis à relever en 2015. La crise ukrainienne nous montre ainsi que la paix en Europe ne peut être considérée comme acquise et qu'une promotion efficace de la paix doit avoir lieu à l'échelle mondiale et interétatique, avec et au sein des sociétés menacées par les conflits mais aussi au sein des sociétés « occidentales » dont l'impact économique et politique va bien au-delà des frontières du pays. L'année 2015 offre l'occasion de tracer les grandes lignes d'une meilleure architecture de paix, et ce notamment dans le cadre de l'agenda de l'après-2015. Ce dernier prévoit en effet dans son objectif 16 d'inclure la promotion de « sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable ». À ce sujet, l'équipe de FriEnt réagit dans un article à la publication du rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies. Ce dernier certes valide les 17 objectifs fixés par le groupe de travail ouvert mais propose également désormais de les réorganiser manière concise et ciblée en six points clefs pour les faire connaître à l'échelle mondiale et assurer leur réalisation au niveau national. Un aspect important donc, pour le devenir de l'objectif 16.

PUBLICATIONS

Les 10 ans des Orientations de l'UE concernant les défenseurs des droits de l'homme

Lien

Peace Brigades International 2014: Ten Years of the European Union Guidelines on Human Rights Defenders. An Assessment from the Field.

10 ans ont passé depuis que le Conseil de l'Union Européenne a adopté les Orientations concernant les défenseurs des droits de l'homme. Peace Brigades International (PBI) a pris part à leur mise en œuvre, en compagnie de nombreuses autres organisations. En mai 2014, l'organisation a publié un rapport sur la situation des défenseurs des droits de l'homme qu'elle accompagne au Mexique, au Guatemala, au Honduras, en Colombie et au Kenya. Ce document, reposant sur de nombreuses interviews de défenseurs des droits de l'homme et de membres du corps diplomatique des pays concernés, analyse les succès de cette mise en œuvre ainsi que les défis restant à relever.

Modèle pour une médiation sensible au conflit

Lien

Sara Hellmüller, Corinne von Burg, Mathias Zeller: Can Mediation Do Harm? Conflict Sensitivity in International Peace Negotiations. swisspeace Essential 04/2014

Alors que le concept de la sensibilité au conflit est aujourd'hui largement appliqué dans la coopération au développement, il demeure quasiment absent de la médiation de paix. On part en effet souvent du principe que la médiation ne peut qu'exercer une influence positive sur un conflit. Cette assertion ne tient cependant pas compte du fait qu'elle peut aussi attiser un conflit, comme le montre l'expérience en République démocratique du Congo en 2002/03. Dans son dernier Essential, swisspeace présente un modèle à trois étapes pour une médiation sensible au conflit susceptible de prévenir les dommages et de renforcer les effets positifs.

Objectifs du Millénaire pour le développement – l'après-2015

Lien

Sustainable Development Knowledge Platform

Adoptés en 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) expirent l'an prochain. Il s'agit donc désormais de dresser l'Agenda pour le développement des Nations Unies de l'après 2015. Lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui a eu lieu en juin 2012 à Rio de Janeiro (Rio +20), un groupe de travail ouvert chargé d'élaborer une liste d'objectifs de développement durable a été institué. Quelques-uns des trente sièges de ce groupe sont occupés par plusieurs États. La Suisse partage par exemple le sien avec l'Allemagne et la France. Après 13 sessions organisées ces deux dernières années, 17 propositions d'objectifs de développement durable pour l'après-2015 ont été rendues public en juin 2014. Cette plateforme de connaissances offre un aperçu des diverses phases d'activité du groupe de travail. On peut y télécharger de nombreux documents sur les multiples séances, les recommandations finalement adoptées pour les objectifs de développement durable et le rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU sur l'agenda pour l'après-2015. Il est aussi possible d'y consulter un calendrier des réunions mentionnant les étapes majeures à venir.

CALENDRIER

Événements

Jusqu'au 13 février 2015

À quoi ressemble la vie de la population sri lankaise, plus de cinq ans après la fin de la guerre civile ? L'association Palmyrah expose jusqu'au 13 février 2015 les photographies de Walter Keller à la maison paroissiale de Zollikofen (Berne, Suisse) et nous offre ainsi un aperçu de ce pays marqué par près de trente ans de conflit. Complément d'information.

25 février 2015

Peace Brigages International (PBI) et Peace Watch Switzerland (PWS) organisent le 25 février prochain une séance d'information à Lausanne pour en savoir plus sur les possibilités d'engagement en faveur des droits humains dans leurs projets comme en Suisse. L'occasion d'en apprendre davantage sur le travail concret des volontaires sur le terrain, le processus de formation et le fonctionnement des organisations. Complément d'information auprès de PBI et de PWS, contact PBI et contact PWS.

26 février 2015

Au Sri Lanka, la population locale est bien loin de profiter de l'essor du tourisme. Une conférence organisée à Berne par la Société des peuples menacés vise à lancer le débat sur les effets du tourisme et les droits de l'homme au Sri Lanka en présence notamment d'organisations locales et d'un représentant de Kuoni voyages. Complément d'informations et contact.

Du 2 au 11 mars 2015

Les États fragiles sont un grand sujet de préoccupation pour la communauté internationale. swisspeace propose une formation de 10 jours sur la fragilité, les conflits et le renforcement de l'État (CAS). Conçue pour les professionnels et les universitaires, elle permet de se pencher sur l'étude des défis conceptuels, politiques et de mise en œuvre rencontrés lors du renforcement d'un État dans un contexte fragile ou de conflit. Complément d'information et inscription.

Du 13 au 17 avril 2015

Les conflits violents ont un impact profond sur les relations hommes-femmes et bouleversent les rôles établis, créant l'occasion de favoriser l'égalité des sexes dans la reconstruction post-conflit. La formation post-diplôme de swisspeace

« Gender Equality & Peacebuilding » est conçue pour les professionnels et les universitaires souhaitant rapprocher leurs propres expériences des analyses théoriques et des connaissances pratiques actuelles en matière d'égalité des sexes et de promotion de la paix. Complément d'information et inscription.

Du 16 au 19 avril et du 7 au 10 mai 2015

Avez-vous envie de partir en mission en tant qu'observatrices/observateurs des droits de l'homme ? Peace Watch Switzerland (PWS) forme et envoie des volontaires pour des mandats de trois mois minimum. Les prochaines formations dédiées aux missions en Amérique latine ont lieu du 16 au 19 avril et du 7 au 10 mai 2015 à Zofingen (Suisse). Les participants doivent être âgés d'au moins 23 ou de 25 ans (selon la mission) et posséder de bonnes connaissances en espagnol. La date limite d'inscription est fixée au 2 avril 2015. Complément d'information et contact.

Du 23 au 30 mai 2015

L'Institut pour la transformation des conflits et la construction de la paix (ICP) et mediatEUr organisent du 23 au 30 mai prochain une formation avancée sur la médiation de paix (Advanced Peace Mediation Course). Réunis à Belgrade, les participants auront l'occasion d'en apprendre davantage sur les derniers développements dans le domaine, de penser la médiation de paix comme une communauté de spécialistes et d'identifier les prochains défis à relever en matière de médiation de paix. Complément d'information.

Du 20 au 25 juillet 2015

ICP organise pour la huitième fois l' « International Summer Academy and Forum » consacré cette année à la médiation de paix et au dialogue national. L'accent sera mis sur la situation actuelle en Afrique du Nord et au Sahel ainsi que sur les aspects théoriques et pratiques des processus de médiation de paix et de dialogue national. Complément d'information.

Événements du KOFF

Le site Internet du KOFF fournit toutes les informations sur les tables rondes et les autres manifestations du KOFF.

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Éditeur
KOFF de swisspeace

Contact
Sonnenbergstrasse 17
Case postale, CH-3000 Berne 7
Tél : +41 (0)31 330 12 12

Rédaction
Marie Seidel, Lorenz Häberli

Mise en page
Liliana Rossier

Traduction
Jean-François Zurbriggen
Übersetzergruppe Zürich

Couverture
« Communauté en résistance », La Puya, Guatemala
Copyright: Anna Leissing, swisspeace

Archives disponibles en ligne

Le KOFF est un programme de swisspeace, la Fondation suisse pour la paix. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les organisations non gouvernementales (ONG) suisses suivantes :

Action de Carême
Alliance Sud
Appel de Genève
APRED
artasfoundation
BAHA'I
Brücke · Le pont
Caritas Suisse
Caux - Initiatives et changement
cfd
Conseil suisse pour la paix
Croix-Rouge Suisse
DCAF
Eirene Suisse
EPER
Femmes de Paix Autour du Monde
Femmes pour la Paix Suisse
Fondation Hirondelle
Fondation village d'enfants Pestalozzi
Graines de Paix
Green Cross Suisse
GSsA
HELVETAS Swiss Intercooperation
Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)
Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding
Interpeace
Ligue suisse des femmes catholiques
Medico International Suisse
Medienhilfe
mission 21
MIR-Suisse
miva Suisse - transporte l'aide
Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Palmyrah
Peace Brigades International
Peace Watch Switzerland
Quaker United Nations Office
SCI Suisse
Société pour les peuples menacés
Solidar Suisse
SOS Village d'enfants
Swiss Academy for Development
Swissaid
Terre des Femmes Suisse
Terre des hommes Suisse
TRIAL
World Vision Suisse